Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-439** **06/06/2019**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 11

Objet : Appel à candidatures : 11 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Eau Seine normandie :

- 1 poste de chargé de gestion du personnel « des corps de fonctionnaire » (F/H) (catégorie A) à Nanterre (92).
Date limite de candidature : 30 juin 2019.

- 1 poste d'architecte technique du SI (F/H) (catégorie A ou A+) à Nanterre (92).
Date limite de candidature : 31 juillet 2019.

- 1 poste de chef du service (F/H) (catégorie A) à Châlons-en-Champagne (51).
Date limite de candidature : 31 juillet 2019.

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef(fe) du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 20 juin 2019.

Agence française pour la Biodiversité :

- 1 poste de chef de projet « partenariats biodiversité outre-mer » (F/H) (Catégorie A) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 22 juin 2019.

- 1 poste de chargé de mission « entreprises engagées pour la nature » (F/H) (Catégorie A) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 24 juin 2019.

- 1 poste de chargé de mission pour la conception d'outils de diffusion de données de synthèse et l'appui aux synthèses de données (Catégorie A) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 22 juin 2019.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses):

- 1 poste de chargé(e) de projet sciences sociales (H/F) (CDD 36 mois Cat 2 ou Tit A) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 30 juin 2019.

Agence de services et de paiement :

- 1 poste de chef du service Emploi, Ecologie, Politiques (F/H) (catégorie A) à Balma (31).
Date limite de candidature : 27 juin 2019.

- 1 poste de chargé de mission Web Designer (H/F) (catégorie A) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 27 juin 2019.

Le ministère de l'Action et des Comptes publics / Le ministère de l'Economie :

- 1 poste d'adjoint(e) au chef de bureau de l'agriculture (F/H) (catégorie A+) à Paris (75).
Date limite de candidature : 28 juin 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
Des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

FICHE DE POSTE n°00-0382	N ° 44

Ancien titulaire : I. Perdereau

Direction/service d'affectation Direction des Ressources Humaines
Service de gestion du personnel

Résidence administrative **Nanterre**

Poste à pourvoir Chargé de gestion du personnel « des corps de fonctionnaire »

Emploi-type aux termes du décret n°2007-832 du 11 mai 2007 et de l'arrêté du 11 mai 2007 :
Chargé d'affaires administratives

Catégorie d'emploi II ou Fonctionnaire de catégorie A (attaché.e)

Définition des fonctions

L'Agence de l'eau emploie des agents contractuels au statut Agence de l'eau relevant du décret particulier n°2007-832, et des fonctionnaires. Ces derniers sont issus des trois versants de la fonction publique. Les fonctionnaires de l'Etat en poste à l'Agence relèvent actuellement de plusieurs maisons d'emplois : le ministère de l'écologie, le ministère de l'agriculture, le ministère de l'intérieur, le ministère des affaires sociales et le ministère des finances.

En lien avec les administrations concernées la/le titulaire du poste est en charge :
1) de la gestion de toutes les phases administrative des recrutements, en lien avec la chargée de mission des carrières et les présidents des jurys, jusqu'à l'affectation des agents, que ce soit en PNA, en détachement sur corps ou sur contrat.

2) de la pré-gestion des ressources humaines afférentes à chaque corps de fonctionnaire. A ce titre, elle/il :

- Met en œuvre chaque année toutes les campagnes de gestion en lien avec les responsables hiérarchiques : évaluations, avancements, mobilités, distinctions honorifiques…. conformément aux règles et aux campagnes édictées par les administrations dont ces personnels relèvent.
- Etablit les fiches de rémunération et suit la mise en paye des rémunérations des fonctionnaires
- Suit les CAP correspondant aux différents exercices annuels
- Prépare et suit l'exercice indemnitaire sur toutes les maisons d'emploi, conformément aux notes de gestion (filières administrative et technique) des agences de l'eau ou suivant les régimes indemnitaire spécifiques ;
- Pour les fonctionnaires accueillis sur corps, elle/il suit la carrière d'origine en tant que de besoin et particulièrement sur les campagnes de promotion

Par ailleurs, les Agences de l'eau étant sorties du champ dérogatoire d'emploi, leurs agents bénéficient de la possibilité de se présenter aux concours de déprécarisation ouverts pendant la période 2018-2020. La/le titulaire du poste sera ainsi amenée à :

- Constituer avec les agents lauréats leur dossier de demande de reclassement
- Suivre les différentes étapes administratives jusqu'à la titularisation
- Vérifier les propositions financières et de reclassement administratif émanant de la DRH de tutelle
- Accompagner les agents dans l'appropriation de ces éléments et répondre à leurs questions

Enfin, et dans le cadre du champ de compétence qui est le sien, la/le titulaire du poste :

- Elabore et met à jour les tableaux de gestion et de suivi de gestion pour toutes les thématiques ci-dessus
- Participe à la mise à jour des supports d'information sur le volet RH de l'intranet de l'Agence
- Conçoit et réalise des études ponctuelles sur les données des fonctionnaires (extraction, traitement et analyse) ;
- Tient à jour une veille documentaire et informe sur les évolutions de la réglementation

- Rédige des documents type, notes d'information et procédures de gestion pour l'application des textes
- Apporte aux agents des renseignements et des conseils en termes de carrière
- Analyse des situations individuelles

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles

Ce poste est placé sous l'autorité du chef de service gestion du personnel.
Elle/il participe aux groupes de travail inter-agences sur le champ qui est le sien. Elle/il travaille en lien avec la Directrice des ressources humaines, la responsable de la paye, les autres acteurs RH de la direction, avec les ministères partenaires, avec le contrôleur budgétaire et l'agence comptable.

Formation et expérience nécessaires

Fonctionnaire de catégorie A : attaché.e
Bac +3 minimum, Master ou tout autre diplôme certifié de niveau I
Bon niveau en traitement de données, utilisation de logiciels de gestion du personnel.

Qualités requises

Savoir-faire :

- Elaborer des tableaux de bord de suivi
- Analyser et prioriser son activité en fonction de travail et des échéances
- Rédiger et argumenter

Savoir :

- Excellente connaissance des règles statutaires de la fonction publique d'Etat et de la gestion des ressources humaines
- Maîtrise des procédures en matière de ressources humaines

Savoir-être

- Autonomie, force de proposition,
- Rigueur et sens de l'organisation, curiosité intellectuelle
- Adaptabilité et réactivité
- Aptitude à la communication (écoute, dialogue, négociation) et au travail en équipe
- Sens de la confidentialité
- Disponibilité

Nanterre, le 01/04/2019
La Directrice Générale

FICHE DU POSTE N° 15-0538	N ° 47

Poste vacant

Titulaire actuel : M. Gimpel

Direction/service d'affectation Direction générale adjointe/secrétariat général/ Délégation des systèmes d'information

Résidence administrative **Nanterre**

Poste à pourvoir Architecte technique du SI

Emploi-type aux termes du décret n° 2007-832 du 11 mai 2007 et de l'arrêté du 11 mai 2007 : Chef de projet

Filière Logistique, moyens généraux, informatique, secrétariat

Catégorie d'emploi I ou fonctionnaire de catégorie A

Définition des fonctions

L'Agence de l'eau emploie des agents contractuels au statut Agence de l'eau relevant du décret particulier n°2007-832, et des fonctionnaires. Ces derniers sont issus des trois versants de la fonction publique. Les fonctionnaires de l'Etat en poste à l'Agence relèvent actuellement de plusieurs maisons d'emplois : le ministère de l'écologie, le ministère de l'agriculture, le ministère de l'intérieur, le ministère des affaires sociales et le ministère des finances.

Il définit l'architecture technique de tout ou partie du système d'information.
Il garantit la cohérence et la pérennité de l'ensemble des moyens informatiques, en exploitant au mieux les possibilités de l'art, dans le cadre du plan d'urbanisme des agences de l'eau.

CONCEPTION :

- Définir l'architecture technique du ou des systèmes d'information
- Vérifier et analyser les impacts techniques des nouvelles solutions et leur cohérence avec l'architecture existante.

ADMINISTRATION :

- Définir et gérer le référentiel du système informatique sur les plans : outils, procédures, normes, vocabulaire, sécurité…
- Définir et gérer les standards techniques.

PRECONISATION :

- Pour tout nouveau projet ou toute nouvelle technologie, participer à l'étude d'impact sur l'architecture existante ou prévisionnelle
- Préconiser des choix techniques en vue d'assurer la cohérence de cette évolution.

CONSEIL :

- Conseiller l'architecte d'entreprise sur l'utilisation et les implémentations possibles des outils informatiques et de télécommunication
- Organiser les choix de veille technologique.

COMMUNICATION :

- Travailler en équipe avec l'architecte d'entreprise
- Promouvoir l'architecture technique auprès des informaticiens

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est sous l'autorité du délégué aux systèmes d'information. Il travaille en transverse avec l'ensemble des chefs de projets, voire en interagence.

Formation et expérience nécessaires

Fonctionnaire de catégorie A : IDTPE – IDAE –APAE
Les fonctionnaires d'Etat seront en PNA, pour des fonctionnaires de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, le recrutement s'effectuera par détachement sur corps.

Contractuel titulaire : Diplôme de 3ème cycle, ingénieur grande école, Doctorat, ou autre diplôme certifié de niveau I.

Il doit avoir fait preuve de compétences similaires à celles décrites, durant au moins 5 ans dans le domaine du développement applicatif chez un prestataire ou chez un donneur d'ordre en relation avec des prestataires.

Qualités requises (décret 86-83) **:**

Savoirs : Connaissance des infrastructures et technologies informatiques, méthodes et outils de développements et de tests.Pratique de l'anglais technique.
Savoirs faire : capacité de conduite de projet, capacité d'analyse et de synthèse.
Savoirs être : relationnel, rigueur d'analyse, sens de l'écoute et de l'anticipation.

Les renseignements complémentaires seront demandés à :
M. Patrick BELLOT : 01.41.20.16.47
51 rue Salvador Allende 92027 Nanterre cedex

Nanterre, le 29/09/2019
La Directrice Générale

FICHE DU POSTE N° 00-0146	N ° 48

Poste Susceptible d'être vacant

Ancien titulaire : Régis TEHET

Direction/service d'affectation Direction Territoriale des Vallées de Marne Service Investissements des Collectivités, Industrie, Milieux Aquatiques (ICIMA)

Résidence administrative **Châlons-en-Champagne (51)**

Poste à pourvoir Chef du Service

Emploi-type aux termes du décret n° 2007-832 du 11 mai 2007 et de l'arrêté du 11 mai 2007 : Chef de service

Filière Management

Catégorie d'emploi I ou fonctionnaire de catégorie A

L'agence de l'eau Seine-Normandie est un établissement public de l'Etat dont le rôle est d'aider tout acteur qui agit pour la protection de l'eau ou des milieux naturels tant au plan de la qualité que de la quantité. Ses ressources proviennent de taxes affectées dont l'agence assure le recouvrement ; son budget est de l'ordre de 900 ME par an et ses effectifs de 410 agents. Les missions de l'agence sont exercées dans 6 directions territoriales, dont la direction territoriale des Vallées de Marne basée à Chalons en Champagne.

Dans le périmètre de travail du service, le chef de service participe à la déclinaison locale de la politique de l'Agence, organise et planifie sa mise en œuvre (objectifs, plans d'action, rapportage, évaluation, analyse des retours d'expérience).

Définition des fonctions

Le chef de service anime un service d'une dizaine de personnes ; chargés d'opération spécialisés, chargés d'opérations et assistant d'opération. Ce service est plus particulièrement chargé :

- d'assurer la gestion des aides dans les domaines suivants : assainissement des eaux usées domestiques, lutte contre la pollution des activités économiques hors agriculture, élimination des déchets, protection et gestion de la ressource en eau et des captages, érosion-ruissellement, eau potable - gestion patrimoniale des réseaux, restauration et gestion des milieux aquatiques et des zones humides, prévention des inondations, coopération internationale.
- d'assurer la mise en place de la politique contractuelle et le suivi des programmes prévisionnels d'investissements qui y sont rattachés.
- de mettre en place et de piloter les contrats de territoire « eau et climat »
- d'assurer la programmation d'activité et le suivi des Assistances Techniques Départementales.
- de contribuer à l'élaboration et au suivi des SDAGE – EDL – PDMT – STL – PAOT
- de contribuer aux contrôles des actions et des ouvrages aidés.

Le chef de service conforte et fiabiliser les prévisions et la réalisation des objectifs, suscite des correspondants techniques spécifiques par domaine (par exemple : alimentation en eau potable, assainissement, essais réception, érosion ruissellement, viti-viniculture …), harmonise les modalités d'application du 11ème programme.
Il assure le pilotage et l'évaluation de la politique contractuelle et des contrats d'animation,
Il assure la prévision d'engagements,
Il établit des relations avec les acteurs de l'eau du territoire et les incite à prendre en compte les enjeux et des priorités de l'Agence, il développe des partenariats avec les co-financeurs (conseils départementaux notamment) et les services de police de l'eau
Il participe au groupe hiérarchique de réseau métier « Investissements ».
Il assure en tant que de besoin l'intérim du directeur territorial.

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles

Ce poste est placé sous l'autorité du Directeur territorial vallée de Marne.
Liens fonctionnels avec les autres services de la direction territoriale, les directions du « Siège » DPI - DCP et les autres directions territoriales.

FICHE DU POSTE N° 00-0146	N ° 48

Formation et expérience nécessaires

Fonctionnaire de catégorie A : IGPEF – ICPEF – Administrateur Civil HC- IPEF – Administrateur Civil
Les fonctionnaires d'Etat seront en PNA, Pour des fonctionnaires de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, le recrutement s'effectuera par détachement sur corps.

Contractuel : Diplôme de 3e cycle, ingénieur grande école, Doctorat, ou autre diplôme certifié niveau I.
Expérience confirmée de fonctions d'encadrement, et de management d'équipe,

Qualités requises (décret 86-83)

Savoirs :
Connaissance des acteurs et des usages de l'eau, des obligations légales et règlementaires à respecter dans le cadre de ses fonctions.

Savoir-faire :
Elaborer des stratégies en définissant des priorités, des objectifs à atteindre en tenant compte de ses missions et des missions de l'agence. Anticiper, communiquer, conduire le changement.
Manager (donner des orientations, évaluer, faire monter en compétences, participer à la construction du parcours professionnel des agents de son service).
Expérience en conduite de projet et en conduite de négociations,

Savoir être :
- Capacités d'animation et de travail en équipe, et de relationnel avec les partenaires extérieurs,
- Implication, capacité d'organisation et de recul, culture du résultat.
- Rigueur, discrétion.

Les renseignements complémentaires seront demandés à :
M. Daniel BEDDELEM : 03.26.66.25.76
30-32 Chaussée du Port 51035 Châlons en Champagne

Nanterre, le 05/06/2019
La Directrice Générale

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FranceAgriMer (siège)

Direction des Interventions / Service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles

Emploi : Chef(fe) du service Gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles

N° appel à candidature : **19102**	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 3	**Groupe RIFSEEP 1 si corps des attachés d'administration**
Poste vacant	**Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. La Direction des Interventions, composée de 5 services, gère les dispositifs d'intervention financiers et non financiers de l'Union Européenne et /ou nationaux. Dans ce cadre, le service « gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles » regroupe environ 40 agents répartis dans trois unités chargées de mettre en œuvre et piloter des dispositifs d'aides européennes dans le secteur vitivinicoles : restructuration du vignoble, investissements vitivinicoles et gestion des excédents et sous-produits de la vinification.
Objectifs du poste	Le titulaire du poste assure l'animation, l'organisation, la gestion, le pilotage et la coordination du service en adéquation avec les orientations définies par la direction générale, dans le respect du périmètre des missions du service.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Encadrer les agents du service et organiser le travail dans une optique d'efficience et de polyvalence ; faire coopérer efficacement les agents du service, gérer et développer leurs compétences • Superviser l'application de la réglementation relevant des domaines d'activité du service • Piloter la mise en place de nouveaux dispositifs ou l'évolution des processus existants • Assurer un suivi transversal de la mise en œuvre du programme national d'aides viti-vinicoles • Traduire les orientations de la direction générale en plans d'actions et en projets opérationnels pour le service • Assurer un *reporting* régulier de l'activité du service • S'assurer de la bonne mise en œuvre du contrat d'objectifs et de performance de l'établissement concernant le service • Représenter l'établissement auprès des interlocuteurs extérieurs

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Au sein de FranceAgriMer : direction générale, délégué filière viticole, services informatique et juridiques, autres services de la direction des interventions
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE), direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI), INAO
Professionnels de la filière vitivinicole</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences requises pour le poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtrise</td></tr>
<tr><td>Connaissance du fonctionnement des institutions européennes et de la politique agricole commune
Expérience dans la mise en œuvre de dispositifs de paiement d’aide
Une connaissance du secteur viticole serait appréciée</td><td>Management d’équipe
Conduite de projet
Initiative et capacité d’anticipation
Reporting
Aisance dans la communication orale et écrite</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Sébastien COUDERC, directeur des interventions
✈ : 01 73 30 22 72 ☛ : sebastien.couderc@franceagrimer.fr

Williams CAMPOS SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines
✈ : 01 73 30 22 66 ☛ : mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Date limite des candidatures : Jeudi 20 juin 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chef de projet « Partenariats Biodiversité Outre-mer » (h/f)**
Affectation :	Direction de l'Appui aux Politiques et aux Acteurs (DAPA)/Département Stratégies, Mobilisation des Acteurs et des Territoires (DSMAT)/Service « Partenariats dans les territoires»
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef du service « Partenariats dans les territoires»
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.
Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.
Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.
Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

L'AFB vient en appui du ministère dans la mise en œuvre, l'évaluation et l'élaboration de la stratégie nationale pour la biodiversité, notamment de l'engagement des acteurs ; elle est en particulier en charge de la mobilisation de la société civile dans le cadre du plan biodiversité du gouvernement. Le département stratégies, mobilisation des acteurs et des territoires (DSMAT) est chargé de cet appui ; il coordonne l'action de l'établissement sur le sujet et participe à la mise en œuvre des objectifs fixés avec le ministère.

L'AFB est née dans le contexte de l'adoption de la loi de reconquête de la biodiversité (aout 2016), qui a fortement mis en avant les besoins d'agir en outre-mer. Pour stopper l'érosion la biodiversité et pour la reconquérir, les leviers partenariaux d'une part, et financiers d'autre part, sont à combiner pour l'émergence et la concrétisation de projets portés par des acteurs dans ces territoires. L'action de l'agence en outre-mer est coordonnée par le délégué outre-mer, rattaché à la direction générale. Un centre de ressources, TEMeUM, en cours de redéfinition, apporte un appui aux gestionnaires d'espaces naturels ultramarins.

En termes de partenariats, l'AFB est aujourd'hui engagée par des partenariats cadres avec la plupart des grandes collectivités d'outre-mer. Parmi celles-ci, les Régions, avec qui 4 préfigurations d'agences régionales de la biodiversité (ARB) sont en cours de mise en place, et pour lesquelles le département a une responsabilité directe d'appui à l'émergence.

En termes de levier financier, l'AFB, grâce au mécanisme dit de « solidarité inter-bassins », est amenée à intervenir financièrement dans les territoires (en métropole, le financement territorialisé de l'eau et de la biodiversité incombe aux agences de l'eau) à hauteur d'une trentaine de millions par an. L'enjeu est d'apporter un soutien visible aux acteurs engagés dans des projets pour la gestion durable de la ressource en eau et la reconquête de la biodiversité outre-mer.

À noter que le gouvernement prévoit le regroupement de l'Agence Française pour la Biodiversité et de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage au 1er janvier 2020 pour créer l'Office Français de la Biodiversité. Un travail de préfiguration de ce nouvel opérateur a été engagé en parallèle de l'examen du projet de loi par les parlementaires.

Description du poste :

Activités principales :

Au titre de la coordination des leviers financiers permettant l'appui aux acteurs de l'outre-mer :
(en liaison étroite avec le délégué outre-mer de l'AFB, la mission programmation, contrats et interventions et les autres directions/services concernés)

- Contribution à la définition d'une ligne stratégique d'intervention financière (objectifs, cibles, temporalités, évaluation), sur le champ de la biodiversité dans les Outre-mer ;

- Mise en œuvre de la traduction opérationnelle de cette stratégie par différents leviers, mobilisant un volume d'environ 5 M€/an, dont des appels à projets ;

- Participation à la mise en place et au renforcement de la chaine d'expertise nécessaire en accompagnement de la politique d'intervention financière de l'AFB, en amont (définition des règlements des appels à projets, communication, mise en place de relais territoriaux, sélection des projets) comme en aval (suivi des projets, événements et documents de valorisation, liens avec les centres de ressources, notamment TeMeUM).

Au titre de la coordination des leviers partenariaux permettant la mobilisation des acteurs Outre-mer :
(en liaison étroite avec le délégué outre-mer de l'AFB et les autres directions/services concernés)

- Contribution à la concrétisation opérationnelle des accords - cadres politiques aujourd'hui négociés avec les grandes collectivités d'outre-mer, sur la base des orientations et décisions du CODIR « Outre-mer » ;

- Animation, en lien avec le chef de projet ARB, des référents désignés pour l'appui aux préfigurations d'ARB dans les DOM, et conduite des évolutions de ce réseau d'appui (en fonction des options d'organisation prises pour la mise en place de l'OFB et sa structuration progressive en outre-mer). Dans ce cadre, il est envisageable que le Chef de projet suive en propre certains de ces partenariats territoriaux ARB ;

- Renforcement des échanges avec les réseaux et têtes de réseaux de l'outre-mer (cibles prioritaires : collectivités, acteurs économiques, partenaires associatifs) pour faciliter la mobilisation de ces acteurs ultramarins.

De manière transversale :

- Organisation (ou contribution à l'organisation) d'évènements et de manifestation de valorisation des initiatives et résultats atteints par cette mobilisation des leviers partenariaux et financiers. Parmi ces évènements, ceux organisés en partenariat avec la Délégation sénatoriale aux outre-mer peuvent être cités ;

- Recueil et analyse, en lien avec le département Professionnalisation, des besoins d'accompagnement par la formation professionnelle des partenaires et des projets soutenus.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Autres services et entités du département et de la direction ;
- Délégué à l'Outre-mer de l'AFB ;
- Autres Directions-métiers de l'AFB, ainsi que l'UMS PATRINAT, notamment dans le cadre du réseau « Outre-mer » existant ;
- Direction de la communication et mobilisation citoyenne : plan de communication, valorisation, diffusion, évènementiel ;
- Représentants de l'AFB dans les Outre-mer (services, parcs marins, antennes).

Relations externes :
- Ministères (DGALN/DEB, et DGOM principalement) ;
- Les collectifs régionaux des régions, les Agences régionales de biodiversité ;
- Les parcs nationaux, et les relais de l'AFB (réseau TeMeUm, autres) ;
- Les DEAL ;

- Autres établissements publics, partenaires et têtes de réseau nationales actives des acteurs ultramarins.

Profil recherché

- Niveau bac + 4 ou + 5 en sciences humaines et sociales ou en environnement ;
- Première expérience souhaitée dans l'animation de réseau d'acteurs dans le domaine du développement durable ;
- Connaissance recherchée des contextes ultra-marins (expériences sur place, et/ou très en lien avec les écosystèmes et les acteurs de ces territoires).

Des missions en outre-mer sont à envisager régulièrement

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Stratégie nationale pour la biodiversité, politiques publiques de biodiversité ;
- Enjeux de la préservation de la biodiversité et des écosystèmes, notamment en outre-mer ;
- Acteurs publics et privés des politiques publiques de biodiversité, notamment en outre-mer ;
- Connaissance des collectivités, de leurs compétences et actions en matière de biodiversité, et des spécificités ultramarines.

Savoir-faire opérationnel :
- Animer des réunions, des groupes de travail, des réseaux, notamment à distance ;
- Travailler en mode projet ;
- Développer et maintenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés ;
- Proposer des solutions et préparer la décision (Capacité d'initiatives) ;
- Gérer des budgets et des conventions de partenariats ;
- Communiquer à l'écrit et à l'oral de manière claire et percutante ;
- Rédiger des comptes rendus, des synthèses, des analyses ;
- Maîtriser l'outil informatique.

Savoir-être professionnel :
- Organisé ;
- Sociable ;
- Dynamique ;
- Communiquant.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPA/DSMAT/CPOUTREMER/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 22 juin 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission « Entreprises engagées pour la nature » (h/f)**
Affectation :	Direction de l'Appui aux Politiques et aux Acteurs (DAPA)/Département Stratégies, Mobilisation des Acteurs et des Territoires (DSMAT)/Service « Mobilisation des acteurs »
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef du service « Mobilisation des acteurs »
Résidence administrative :	Vincennes (94) ou Pérols (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité, créée au 1er janvier 2017, est un établissement public du Ministère de de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration des milieux terrestres, aquatiques et marins. Elle est composée de 1200 agents répartis sur l'ensemble du territoire.

L'AFB vient en appui du ministère dans la mise en œuvre, l'évaluation et l'élaboration de la stratégie nationale pour la biodiversité, notamment de l'engagement des acteurs ; elle est en particulier en charge de la mobilisation de la société civile dans le cadre du plan biodiversité du gouvernement. Le département stratégies, mobilisation des acteurs et des territoires DSMAT est chargé de cet appui ; il coordonne l'action de l'établissement sur le sujet et participe à la mise en œuvre des objectifs fixés avec le ministère.

L'AFB est active en termes de développement de partenariats avec les acteurs économiques. En effet, les entreprises, en fonction de leurs impacts et de leurs responsabilités, doivent prendre la mesure des actions qu'elles peuvent mettre en œuvre pour répondre aux enjeux de la biodiversité, ce qui aura un effet d'entrainement auprès de l'ensemble des acteurs et des citoyens. Leur engagement est essentiel et l'AFB devra réussir une mise en mouvement l'ensemble de celles-ci.

Au sein du DSMAT, le service « Mobilisation des acteurs » est chargée d'impulser et de coordonner l'action de l'établissement à destination des acteurs non-étatiques (hors collectivités locales). Les actions qui en découlent sont mises en œuvre en lien étroit avec le réseau territorial de l'Agence (ses Directions en région en particulier) et avec ses partenaires externes. Il en est ainsi de l'initiative « Entreprises engagés pour la nature » qui vise à mobiliser les entreprises sur la biodiversité et qui figure dans les priorités du Gouvernement (Plan Biodiversité).

À noter que le gouvernement prévoit le regroupement de l'Agence Française pour la Biodiversité et de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage au 1er janvier 2020 pour créer l'Office Français de la Biodiversité. Un travail de préfiguration de ce nouvel opérateur a été engagé en parallèle de l'examen du projet de loi par les parlementaires.

Description du poste :

Mission :
Le chargé de mission « Entreprises engagées pour la nature » doit assurer le déploiement de l'initiative du même nom qui vise à susciter l'engagement des entreprises en faveur de la biodiversité.
Il concourt plus généralement à la mise en visibilité du sujet « entreprise et biodiversité ».
Enfin il contribue à la mobilisation des entreprises de l'une des filières prioritaires du plan biodiversité.

Activités principales :

Pour l'initiative « Entreprises engagés pour la nature » :
1/ au titre de la coordination de l'initiative :
- Elaboration et suivi des documents et outils supports de l'initiative : cadre de référence pour l'action, vademecum/FAQ, supports de présentation, tableaux de bords, etc. ;
- Préparation et secrétariat technique des instances de gouvernance, en lien étroit avec le Ministère de l'écologie ;
- Mobilisation des partenaires nationaux de l'initiative (fédérations professionnelles, têtes de réseaux, territoires) et articulation avec l'initiative « partenaires engagés pour la nature » à destination de ceux qui accompagnent les acteurs (et notamment les entreprises) et les citoyens ;
- Suivi et assistance au déploiement concret de l'initiative, et notamment de sa phase d'évaluation, mise en place et animation du processus de co-construction des outils, contractualisation avec les prestataires nécessaires, animation d'un consortium d'experts ;
- Gestion de la plateforme de dépôt des candidatures, en lien avec l'architecte web de la direction et la Direction des systèmes d'information ;
- Evaluation des résultats et consolidation de l'initiative, notamment suivi des travaux sur l'évaluation des impacts biodiversité des entreprises et prise en compte des résultats dans les cadres d'engagements proposés ;
- Organisation et suivi de la mobilisation interne des services territoriaux de l'AFB et des Agences régionales de la biodiversité.

2/ au titre de l'animation de l'initiative :
- Animation du Club des engagés ;
- Organisation des évènements et production de documents de valorisation : plan de communication, cérémonies, bilans de l'initiative, etc. ;
- Consolidation et développement des avantages à intégrer le dispositif ;
- Recueil et analyse des besoins d'accompagnement par la formation professionnelle des acteurs engagés dans l'initiative.

3/ au titre du développement de l'initiative :
- Conception de la démultiplication de l'initiative par d'autres acteurs pour toucher le plus grand nombre d'entreprises de toute taille et de tout secteur d'activité et élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre de la démultiplication ;
- Articulation et relation avec les dispositifs existants ou en construction (notamment Act4Nature, porté par Entreprises pour l'environnement) ;
- Coordination des initiatives autonomes lorsqu'elles existeront ;
- Contribution aux réflexions portées par le département en matière de repérage et mise en relation des initiatives des acteurs, dont les entreprises, pour consolider des communautés d'acteurs qui échangent et partagent des expériences et des compétences et les conduire vers l'initiative « Entreprises engagées pour la nature ».

Contribuer à mobiliser les acteurs de la filière « énergie » [ou d'une autre filière prioritaire en fonction du domaine de compétence du chargé de mission :
- Coordination d'études sur les freins et leviers pour l'engagement des acteurs ;
- Dialogue avec les acteurs clés de la filière, développement de partenariats stratégiques et insertion dans les comités stratégiques de filière ;
- Développement d'outils / de guides en partenariats avec les têtes de réseau et les acteurs clé ;
- Mise en œuvre de la démultiplication de l'initiative « Entreprises engagées pour la nature » au sein de cette filière.

Contribuer à faire vivre la thématique « entreprise et biodiversité » dans son domaine de compétence :
- Appui à l'organisation du Forum Biodiversité et Economie ;
- Participation à des évènements « entreprise et biodiversité » avec nos partenaires (produrable par ex.) ;
- Contribution à des formations.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Autres services et entités du département (partenariats dans les territoires, affaires européennes et internationales ; stratégies, politiques nationales et évaluation) et de la direction (centres de ressources, formation) ;
- Chef de projet mobilisation société civile ;
- Département système d'observation et de données : mise en place dispositifs de suivi, observation ;

- Département professionnalisation : formation des acteurs ;
- Département espaces protégés : lien avec PNM, PN, PNR, espaces protégés ;
- Département systèmes d'information : mise en place de services numériques sur le Web ;
- Direction de la communication et mobilisation citoyenne : plan de communication, valorisation, diffusion, évènementiel ;
- Directions régionales et antennes.

Relations externes :
- Ministère (DGALN/DEB) ;
- Les partenaires de l'initiative ;
- Les têtes de réseaux « entreprises », les acteurs associatifs qui les accompagnent ;
- Les Agences régionales de la biodiversité (dans la phase de démultiplication) ;
- Bureaux d'études.

Profil recherché

- Niveau bac + 4 ou + 5 en sciences humaines et sociales ou en environnement ;
- Première expérience souhaitée dans l'animation de réseau d'acteurs dans le domaine du développement durable ou en entreprise (services RSE, Développement durable).

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Stratégie nationale pour la biodiversité et politiques publiques de biodiversité ;
- Enjeux de la préservation de la biodiversité et des écosystèmes ;
- Acteurs publics et privés des politiques publiques de biodiversité ;
- Connaissance des entreprises, de leurs impacts et actions en matière de biodiversité.

Savoir-faire opérationnel :
- Animer des réunions, des groupes de travail, des réseaux ;
- Travailler en mode projet ;
- Développer et maintenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés ;
- Proposer des solutions et préparer la décision (capacité d'initiatives) ;
- Mettre en place des solutions collaboratives ;
- Communiquer à l'écrit et à l'oral de manière claire et percutante ;
- Rédiger des comptes rendus, des synthèses, des analyses ;
- Maîtriser l'outil informatique.

Savoir-être professionnel :
- Organisé ;
- Sociable ;
- Dynamique ;
- Communiquant ;
- Créatif/innovant.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPA/DSMAT/ENTENGNAT/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 24 juin 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission pour la conception d'outils de diffusion de données de synthèse et l'appui aux synthèses de données (h/f)**
Affectation :	Direction de la Recherche, de l'Expertise et des Données (DRED)/Département des Systèmes d'Observation et de Données (DSOD)/Service Évaluation et connaissance environnementales
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de service Connaissance et Evaluation environnementales
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

L'AFB, au travers de la coordination et de la mise en œuvre des 3 SI fédérateurs (Systèmes d'Information sur l'eau, les milieux marins et la biodiversité), dispose de données environnementales en grande quantité : un de ses objectifs est de « faire parler ces données » : les valoriser au travers de synthèses, chiffres-clefs et outils de diffusion.

Description du poste :

Mission :

Le titulaire assure la coordination et/ou le suivi des actions de synthèse des données réalisées à l'échelle nationale à partir des données sur l'eau, les milieux aquatiques, la biodiversité terrestre et marine et veille à la mise à disposition des résultats.

Par ailleurs, il-elle assure la fonction de chef de projet sur les outils de diffusion de synthèses de données et de données de synthèse, notamment la « base Indicateurs » et l'application « CartOgraph' » dans le cadre du SIE (système d'information sur l'eau). Il-elle veille à leur convergence et/ou leur réutilisation dans les domaines terrestres

et marins, au service des autres systèmes d'information fédérateurs de l'AFB, les SIB et SIMM (système d'information du milieu marin et système d'information de la biodiversité).

Activités principales :

Synthèses de données sur l'eau, les milieux aquatiques, la biodiversité terrestre et marine :

• Piloter/participer au pilotage et contribuer à la réalisation des documents de synthèse de données sur l'eau et les milieux aquatiques, les milieux marins et les milieux terrestre, en collaboration avec les experts « métier » de l'AFB, ou, en cas de co-production, du Ministère de l'environnement ou d'autres parties prenantes ;

• S'impliquer dans la relecture des documents s'inscrivant dans l'action précédente ;

• Contribuer ponctuellement à la réalisation des documents de synthèse de données (rédaction, traitements de données simples, représentations graphiques) ;

• Dans le cas d'une production par l'AFB, en coordonner la mise en forme, le porté à connaissance et la diffusion (web et papier) en collaboration avec les services de la communication et la mission Valorisation et documentation de la DRED ;

• Participer aux groupes de pilotage des services d'information des SI fédérateurs SIE, SIB et SIMM ;

• Contribuer à l'élaboration ou la mise à jour de la ligne éditoriale des marques Eaufrance, Naturefrance et Milieumarinfrance au sein des groupes de pilotage des services d'information et faire valoir aux partenaires l'inscription des synthèses de données dans ces lignes éditoriales, particulièrement dans le cadre d'une réalisation par l'AFB ;

• Contribuer à la politique éditoriale de l'AFB (et rapporter l'actualité des lignes éditoriales et des synthèses de données des SIE, SIB et SIMM, publiées ou co-publiées par l'AFB) ;

• Enfin, spécifiquement pour le SIE, s'assurer de la bonne diffusion (web et papier) des synthèses de données sur le service d'information Eaufrance.

Bancarisation et diffusion des données de synthèse du SIE :

• Assurer le pilotage des outils pour la diffusion des données de synthèse (base Indicateurs, application CartOgraph, notamment), dont la programmation et l'exécution budgétaire ;

• Travailler en lien avec le.la chargé.e d'études « Valorisation des données territoriales », notamment pour la réflexion autour de l'évolution de ces outils, leur maintenance et leur alimentation, ainsi que dans le cadre la production cartographique à destination des synthèses de données ;

• Veiller à la mise en lisibilité des thématiques du plan d'action de 2013 des données sur l'eau du CNE au travers des bancarisations de la base indicateurs et des productions de CartOgraph.

Convergence des outils de bancarisation et de diffusion :

• A partir de l'expérience acquise sur les outils de bancarisation et de diffusion du SIE (base indicateurs et CartOgraph'), faire connaitre des outils aux autres acteurs et s'impliquer dans la réalisation d'outils équivalents pour les milieux marins (tableaux de bord PNM) ou dans le domaine de biodiversité (base indicateurs et application cartographique pour l'ONB).

Relations liées au poste

Relations internes :
- Chargés de mission, administrateurs de données et communicants au sein de l'AFB et de l' UMS Patrinat ;
- Chargée d'études « Valorisation des données territoriales », de manière privilégiée ;
- Service de la communication de l'AFB ;
- Tous les chargés de mission ou chefs de projet de l'AFB en capacité de réaliser des synthèses de données.

Relations externes :
- Organismes partenaires (DEB et services déconcentrés, agences et offices de l'eau, BRGM, Ifremer, OIEau,…).

Profil recherché

- Compétences dans la gestion de projets d'outils informatiques de diffusion et de synthèse de données,
- Compétences dans la valorisation de données.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
• Connaissance approfondie des modes de traitement et de représentation graphique des données, ainsi que des outils associés ;
• Connaissance générale des domaines relatifs à l'eau, à l'environnement et à la biodiversité ;
• Connaissance du cadre légal et réglementaire de la diffusion de l'information environnementale ;
• Connaissance approfondie des acteurs et des projets relatifs aux données sur l'eau, et de la politique de l'eau en général.

Savoir-faire opérationnel :
• Rédiger un document de spécifications fonctionnelles ;
• Maîtriser les techniques de communication orales ou écrites ;
• Rédiger un document de vulgarisation scientifique ;
• Maîtriser les méthodologies et techniques de conduite de projet.

Savoir-être professionnel :
• Capacités de management fonctionnel ;
• Capacités d'écoute et d'animation et de et mobilisation d'un réseau de partenaires autour d'un projet commun.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRED/DSOD/OUTILSDIFF/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 22 juin 2019

Date : 04/06/2019

Poste à pourvoir	**Chargé(e) de projet sciences sociales (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 3 ans**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	**Pôle Sciences pour l'Expertise** **Mission Sciences Sociales, Expertise et Société (MiSSES)**
Missions / contexte	La MiSSES, à laquelle est rattachée ce poste, est notamment chargée de : • Développer l'ouverture de l'expertise et le dialogue avec les parties prenantes, • Nourrir la veille sur les relations sciences société et la place des citoyens dans les dispositifs d'expertise et de régulation des risques, • Développer l'expertise en sciences sociales (principalement sociologie, sciences politiques et économie) dans les travaux de l'Agence, • Conduire une veille sur les travaux en sciences sociales relatifs aux processus d'expertise scientifique en appui à la décision publique. Pour mener ces missions en étroite collaboration avec les directions en charge de l'expertise, de la recherche et des relations internationales, des partenariats sont également noués avec des équipes académiques de recherche en sciences humaines et sociales.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de Mission Sciences Sociales Expertise et Société , l'agent recruté aura pour missions principales de :

- Participer à un travail de veille sociétale, d'analyse des controverses et des stratégies d'influence,
- Conduire des travaux de veille et d'analyse sociologique en relation avec les thèmes de travail de l'Agence,
- Contribuer aux travaux en sciences sociales dans le cadre d'activités d'expertise de l'Agence et en lien avec ses partenaires européens et internationaux.

Activités

- Rédaction d'une newsletter interne bimensuelle,
- Rédaction de notes de synthèse sur des sujets d'intérêts pour l'Agence,
- Réalisation de cartographies de controverses,
- Rédaction de synthèses bibliographiques,
- Participation à des groupes de travail.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Doctorat ou Bac+5 dans le domaine des sciences sociales : sociologie, sciences politiques. Une double formation (sciences de la vie et de la terre + sciences sociales) sera privilégiée.
Bac + 3 minimum

Expériences similaires

- Expérience de travail dans le domaine des sciences sociales en lien avec les thématiques de travail de l'agence (risques sanitaires liés à l'environnement, au travail et à l'alimentation).

Compétences

- Excellentes capacités rédactionnelles et capacités de synthèse,
- Maîtrise des outils de recherche bibliographiques, des méthodes de cartographies de controverses et de techniques d'enquêtes,
- Maîtrise la langue anglaise indispensable (écrit et oral),
- Connaissances des institutions et des politiques publiques dans le domaine sanitaire environnemental, et/ou alimentaire,
- Connaissances et intérêts pour les questions scientifiques,
- Capacité à prendre des initiatives,
- Capacité à travailler en équipe et dans les situations d'urgence,
- Qualités relationnelles.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 30 juin 2019

Renseignements sur le poste : Benoit Vergriette – benoit.vergriette@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-075 à : recrutement@anses.fr)

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement
Direction régionale Occitanie

Site de Toulouse (Balma)

78 rue Saint Jean – 31130 Balma cedex

Chef du service Emploi, Ecologie, Politiques d'Insertion (H/F)

N° du poste : 19192 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : en cours	**Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 2**
Poste vacant **Date limite de candidature : 27/06/2019**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale d'Occitanie est composée de trois sites basés à Montpellier, Nîmes et Balma regroupant 160 agents répartis au sein de 5 services.
Objectifs du poste	Placé sous l'autorité directe du directeur régional délégué Formation Professionnelle Emploi (FPE), le titulaire du poste assure le pilotage du service chargé du traitement des aides du domaine Emploi, Ecologie et Politiques d'insertion. Il encadre une équipe composée d'environ 30 agents, partagée entre les sites de Balma et de Nîmes. Le poste étant basé à Balma, des déplacements fréquents sur le site de Nîmes sont à prévoir. Le titulaire du poste évolue dans un environnement impliquant de nombreux acteurs (services de l'Etat, collectivités locales, Pôle-emploi, employeurs, missions locales,...). Il participe au pilotage de la direction régionale (DR) au sein de l'équipe de direction et appuie le directeur régional délégué, en charge de la formation professionnelle et de l'emploi, lors des réunions avec les partenaires de la DR.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Mettre en œuvre et assurer le suivi des dispositifs dont il a la responsabilité ; rendre compte au directeur régional délégué et proposer les améliorations souhaitables ; - Encadrer les agents du service, piloter et manager l'équipe (recrutement, animation, évaluation, formation, ...) ; - Accompagner au changement, veiller à la cohésion des équipes ; - Assurer l'organisation opérationnelle du service et adapter l'affectation des agents en fonction de l'activité ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Superviser l'activité du service et s'assurer du respect des procédures en vigueur ;
- Alimenter et analyser les tableaux de bord de l'activité ; veiller à l'atteinte des objectifs de résultats du service ;
- Appliquer les directives qualité/sécurité, du contrôle interne et de la lutte anti-fraude dans le service ;
- Assurer, en lien avec le directeur régional délégué, le relationnel avec les partenaires internes et externes ;
- Conduire les projets de services ;
- Participer au fonctionnement général de la DR et à la définition de la stratégie locale.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- En interne, avec les agents de son équipe, les cadres de la DR et le siège de l'ASP (Direction métier en charge des mesures dont il a la responsabilité, direction financière pour le suivi des conventions, direction de l'organisation et de la performance).
- En externe, le chef de service est en relation avec la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), le conseil régional les conseils départementaux, Pôle-Emploi, les employeurs de contrats aidés, les missions locales.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux
- Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées
- Connaissance des logiciels de gestion spécifique
- Techniques de management</td><td>- Aptitude à la prise de décision
- Capacité à fixer des objectifs cohérents
- Capacité d'organisation, de pilotage
- Capacité à déléguer
- Capacité d'analyse
- Capacité à mobiliser et valoriser les compétences
- Capacité à communiquer
- Capacité à rendre compte
- Fédérer, faire preuve de leadership
- Capacité à travailler en mode projet</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2"><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u>

Bernard DIBERT – Directeur Régional - Tél. : 05 62 25 35 01
courriel : <u>bernard.dibert@asp-public.fr</u>

Hervé DANNOUX – Directeur Régional Délégué – tél. : 05 62 25 48 15
courriel : <u>herve.dannoux@asp-public.fr</u>

<u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u>

Sandrine DUPUY, Conseillère mobilité carrière formation – DRH, Tél : 05 55 12 00 33

courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Le Directeur
des Ressources Humaines

Olivier LACOMBE

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement

Direction générale
Mission Communication Etudes
2, rue du Maupas 87040 Limoges Cedex 1

Chargé de mission Webdesigner (H/F)

N° du poste : 19191 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : en cours	**Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 3**
Poste vacant **Date limite de candidature : 27 juin 2019**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Au sein de l'Agence, la Mission Communication et Etudes assure la mise en œuvre de la communication de l'établissement.
Objectifs du poste	L'Agence de Services et de Paiement souhaite développer sa présence sur les outils web de l'établissement, que ce soit : - en interne avec l'intranet et un réseau social d'entreprise, - en externe avec la création d'un nouveau portail institutionnel et une présence sur les réseaux sociaux.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Au sein de la Mission communication et études, le ou la chargé(e) de mission web aura comme mission : - d'élaborer le graphisme et l'ergonomie des sites web, - de concevoir les illustrations, les animations, les typographies, les vidéos, - de respecter les contraintes ergonomiques définies lors de la création du projet, - d'assurer le suivi et la mise à jour de tous les éléments graphiques, - de chercher à développer la fréquentation sur site web par des techniques de référencement.
Champ relationnel du poste	Direction générale, directions siège et région, chargé.es d'études, documentation, stagiaires

	Partenaires extérieurs (ministères, collectivités, organismes de recherche, universités…)	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	- maîtrise de divers outils graphiques et multimedia : Illustrator, Photoshop, Dreamweaver, After Effects, Indesign… - connaissance des outils de programmation et développement web : HTML, XHTML, XML, CSS, W3C, Javascript…	- sens artistique et force de proposition créative, - excellente culture web, - bon relationnel et capacité de travailler en équipe, - esprit d'analyse et de synthèse, - agilité et ouverture d'esprit, - travail en mode projet, - réactivité et esprit d'initiative, - expression orale et écrite, - capacité d'écoute, - rigueur/fiabilité dans l'exécution des tâches, - sens des relations humaines.
Personnes à contacter	Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste : Laurence SERRANO, Chef de la Mission Communication Etudes Mail : laurence.serrano@asp-public.fr Tél : 01 73 02 17 99 Pour des questions relatives au recrutement et aux RH : Céline GADY, Conseillère mobilité carrière formation – DRH, Mail : mobilite@asp-public.fr Tél : 05 55 12 00 56	

Le Directeur
des Ressources Humaines

Olivier LACOMBE

MINISTERE DE L'ECONOMIE
MINISTERE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

FICHE DE POSTE

(à diffuser au format PDF)

VERSION JUIN 2019

IDENTIFICATION DU POSTE

DIRECTION OU SERVICE : DB

INTITULÉ DU POSTE : ***Adjoint(e) au chef de bureau de l'agriculture***

CATÉGORIE (OU CORPS/GRADE) : A+ ☐ **EMPLOI DE CHEF DE MISSION** **GROUPE DE FONCTIONS[1] :**

FAMILLE(S) PROFESSIONNELLE(S)[2]

Gestion publique, budgétaire et financière / Aide au pilotage, élaboration et suivi de la programmation budgétaire

INTITULÉ DU (DES) MÉTIER(S)[2]

Conseiller(ère) budgétaire

DOMAINE D'ACTIVITÉ (POUR LES FAMILLES PILOTAGE-MANAGEMENT ET AIDE AU PILOTAGE)

Gestion publique, budgétaire et financière

CONTEXTE DU RECRUTEMENT

à compter du août 2019

Nom du titulaire précédent ou actuel : Paulin RICHARD de LATOUR, agent contractuel

DURÉE D'OCCUPATION SOUHAITABLE DU POSTE durée minimale : 2 ans durée maximale : 4 ans

LOCALISATION ADMINISTRATIVE ET GÉOGRAPHIQUE

Direction ou service : Direction du Budget
Sous-direction : Septième sous-direction
Bureau et secteur : 7BA(bureau de l'agriculture)
Adresse : 139, rue de Bercy 75572 Paris cedex 12

Informations complémentaires : Bâtiment Colbert

LE POSTE ET SON ENVIRONNEMENT

DESCRIPTION DU SERVICE : missions, organisation, nombre d'agents

La 7e sous-direction de la direction du budget a en charge le budget communautaire et les questions européennes, les missions et programmes du ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt, du ministère des affaires étrangères et du développement international, du ministère de l'intérieur pour sa partie immigration et asile, l'aide publique au développement, le commerce extérieur, les garanties de l'État et les financements structurés. Elle assure la tutelle des entreprises et établissements publics de ces secteurs.

Le bureau Agriculture (7BA) est responsable du suivi budgétaire, économique, social et financier de l'ensemble des activités du ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt :

- politique agricole commune en partenariat avec le bureau de l'Union européenne au sein de la même sous-direction ;
- tutelle des opérateurs (Office national des Forêts, Agence de services et de paiement, FranceAgrimer, IFCE, établissements d'enseignement supérieur et de recherche, etc.)
- enseignement agricole ;
- sécurité sanitaire et alimentaire ;
- politique de l'aménagement de l'espace rural et de la forêt ;
- suivi des actions engagées en matière d'aide au départ, de reconversion professionnelle et de soutien aux exploitations en difficulté, du régime des calamités agricoles ainsi que de l'ensemble des problèmes de financement de l'agriculture ;
- suivi des dossiers budgétaires, indemnitaires et de dépenses de personnel du ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt, et des établissements publics du secteur ;
- ainsi que les divers projets de loi portés par le ministère.

Date de mise à jour : 04/06/2019

Dans le cadre de la procédure budgétaire, il a en charge les missions et programmes suivants :

- la mission « agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (3 programmes) ;
- CAS « développement agricole et rural » (2 programmes) ;
- les programmes « enseignement technique agricole » et « enseignement supérieur et recherche agricoles » des missions concernées.

DESCRIPTION DU POSTE : missions, attributions et activités

Le (la) titulaire du poste est responsable de la synthèse chiffrée du bureau pour l'ensemble du ministère de l'agriculture et de l'alimentation (suivi de la gestion budgétaire, prévision d'exécution, exercice budgétaire de la direction au profit de la sous-direction de la synthèse).

Il (elle) assure le suivi du programme 149 «Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture» en particulier pour les actions suivantes : 13-appui au renouvellement et à la modernisation des exploitations et 14- gestion équilibrée et durable des territoires.

Par ailleurs, il (elle) est membre du binôme Politique agricole commune (PAC) qui assure la synthèse financière et l'expertise budgétaire et réglementaire des dispositifs de la PAC, plus particulièrement en charge de l'indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN), des mesures agro-environnementales, des aides à l'installation et des aides à la modernisation.

Il (elle) exerce la tutelle sur l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Il (elle) suit les exonérations de charges du secteur agricole ainsi que le réseau des Chambres d'agriculture.

Enfin, il (elle) a un rôle de coordination et de pilotage des travaux de réflexion stratégiques sur le secteur (travaux internes de la direction, plan de transformation ministériel,...)

PRINCIPALES ACTIVITÉS

☐ Pilotage	☒ Rédaction	☒ Conseil	☐ Gestion de procédures	☐ Secrétariat
☐ Encadrement	☒ Études, recherches	☐ Animation	☐ Contrôle, vérification	☐ Information, accueil
☒ Coordination	☐ Veille	☒ Conception	☐ Saisie informatique	☐ Classement, archivage

Autres (préciser) :

EXEMPLES DE DOSSIERS TRAITÉS RÉCEMMENT / QUELQUES DOSSIERS À VENIR

RELATIONS FONCTIONNELLES AVEC :

☒ les autres services de la direction	☐ les services déconcentrés	☒ d'autres ministères
☐ les agents du ministère	☒ les cabinets ministériels	☐ des organismes étrangers
☒ les autres directions	☐ le secteur privé	☐ des établissements publics

Principaux interlocuteurs :

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXERCICE

Pics saisonniers

Date de mise à jour : 04/06/2019

Les compétences mises en œuvre sur le poste

Savoirs [2]	Niveau de compétence attendu sur le poste*	
Connaissances budgétaires et financières	- niveau maîtrise	- requis immédiatement
Outil bureautique de tableur (Excel ou autre)	- niveau expertise	- requis immédiatement

Savoir-faire [2]	Niveau de compétence attendu sur le poste*	
Capacités d'analyse et de synthèse	- niveau expertise	- requis immédiatement
Aisance dans le maniement de données chiffrées	- niveau expertise	- requis immédiatement
Travailler en équipe (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement
Rédiger (RIME)	- niveau expertise	- requis immédiatement

Savoir-etre [2]
Capacité d'adaptation (RIME)
Autonomie (RIME)
Réactivité (RIME)
Sens des relations humaines (RIME)

** - Initiation: connaissances élémentaires, notions, capacité à faire mais en étant tutoré*
- Pratique: connaissances générales, capacité à traiter de façon autonome les situations courantes
- Maîtrise: connaissances approfondies, capacité à traiter de façon autonome les situations complexes ou inhabituelles
- Expertise: domine le sujet, voire est capable de le faire évoluer, capacité à former et/ou d ' être tuteur

Informations complémentaires

Vos contacts RH (nom, prénom, fonction, téléphone, adresse électronique)

CONTACT RH : **:** Bureau des ressources humaines Nicolas CHOUIN, Tél : 01 53 18 70 25
nicolas.chouin@finances.gouv.fr – Isabelle KERZERHO tel : 01 53 18 22 63 isabelle.kerzerho@finances.gouv.fr
Contact « métier » : Thibaud JEANNEROD , chef du bureau 7BA Tél : 01.53.18.28.70 thibaud.jeannerod@finances.gouv.fr

Date de mise à jour : 04/06/2019